



**PRÉFET
DE LA HAUTE-
GARONNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction départementale
des territoires**

**Arrêté préfectoral portant mise en demeure à l'encontre de la Société d'Exploitation
Thermique du Mirail (SETMI), sise 11 chemin de Perpignan à Toulouse**

Le préfet de la région Occitanie,
préfet de la Haute-Garonne,
Officier de la Légion d'honneur
Commandeur de l'ordre national du Mérite

Vu le code de l'environnement, et en particulier ses articles L. 171-6, L. 171-8, L. 172-1, L. 511-1, L. 511-2 et L. 514-5 ;

Vu l'arrêté préfectoral du 28 décembre 2004, autorisant la SETMI à exploiter, 11 chemin de Perpignan à Toulouse, une unité d'incinération de déchets ménagers et assimilés, complété et modifié en dernier lieu, le 7 août 2019 ;

Vu le rapport de l'inspection des installations classées du 6 août 2021, relatif à la visite d'inspection du 8 juillet 2021 de l'installation exploitée par la SETMI, sise 11 chemin de Perpignan, à Toulouse ;

Vu le rapport de l'inspection des installations classées du 8 février 2022, relatif à la visite d'inspection du 22 novembre 2021 de l'installation exploitée par la SETMI, sise 11 chemin de Perpignan, à Toulouse ;

Vu le rapport de l'inspection des installations classées du 20 février 2023, relatif à la visite d'inspection du 15 novembre 2022 de l'installation exploitée par la SETMI, sise 11 chemin de Perpignan, à Toulouse ;

Vu le rapport d'inspection des installations classées du 10 janvier 2024, relatif à la visite d'inspection du 10 novembre 2023 de l'installation exploitée par la SETMI, sise 11 chemin de Perpignan, à Toulouse ;

Considérant que, lors de sa visite du 22 novembre 2021, l'inspection des installations classées a constaté que les niveaux d'émergence en période nocturne n'étaient pas conformes aux niveaux maximum autorisés ;

Considérant que, lors de sa visite du 15 novembre 2022, l'inspection des installations classées a, de nouveau, constaté que les niveaux d'émergence en période nocturne n'étaient pas conformes aux niveaux maximum autorisés malgré les travaux entrepris ;

Considérant que, lors de la visite d'inspection du 10 novembre 2023, l'inspection des installations classées a constaté que la situation n'avait pas évolué depuis la dernière visite, aucun des travaux supplémentaires visant à améliorer la situation n'ayant été entrepris depuis ;

Considérant que ces constats constituent un manquement aux dispositions de l'article 6.1.1 de l'arrêté préfectoral du 28 décembre 2004 susvisé :

« [... Les] émissions sonores ne doivent pas engendrer une émergence supérieure aux valeurs admissibles fixées dans le tableau ci-après, dans les zones où celle-ci est réglementée :

Niveau de bruit ambiant existant dans les zones à émergence réglementée incluant le bruit de l'établissement	Émergence admissible pour la période allant de 7 heures à 22 heures sauf dimanches et jours fériés	Émergence admissible pour la période allant de 22 heures à 7 heures ainsi que les dimanches et jours fériés
Sup à 35 dB(A) et inf ou égal à 45 dB(A)	6 dB(A)	4 dB(A)
Supérieur à 45 dB(A)	5 dB(A)	3 dB(A)

Considérant que le non-respect de cette disposition réglementaire porte atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement ;

Considérant qu'il y a lieu, conformément à l'article L. 171-8 du code de l'environnement, de mettre en demeure la SETMI de respecter les prescriptions applicables à l'installation ;

Considérant que le rapport de l'inspection des installations classées a été porté à la connaissance de la SETMI, le 19 janvier 2024, et notifié le 26 janvier 2024, afin qu'elle puisse formuler ses observations dans un délai de quinze jours ;

Considérant les observations apportées par la société SETMI, par lettre du 21 février 2024 ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture de la Haute-Garonne,

Arrête :

Art. 1er. – La société d'exploitation thermique du Mirail (SETMI), dont le siège social est situé 11 chemin de Perpignan à Toulouse (31100), exploitant une usine d'incinération de déchets non dangereux et de déchets d'activité de soins à risque infectieux, est mise en demeure de respecter les prescriptions :

- de l'article 6.1.1 de l'arrêté préfectoral du 28 décembre 2004 susvisé, sous un an à compter de la notification du présent arrêté.

Art. 2. – À défaut d'exécution dans les délais impartis à l'article 1, il est fait application des sanctions administratives prévues à l'article L. 171-8 du code de l'environnement, sans préjudice des sanctions pénales.

Art. 3. – Tous les frais occasionnés par l'application du présent arrêté sont à la charge de l'exploitant.

Art. 4. – Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours de plein contentieux devant le tribunal administratif de Toulouse, dans un délai de deux mois à compter de sa notification, soit par courrier, soit par l'application informatique télérecours accessible sur le site <http://www.telerecours.fr>.

Art. 5. – En vue de l'information des tiers, le présent arrêté est publié sur le site internet des services de l'État en Haute-Garonne, pendant une durée minimale de deux mois.

Art. 6. – Le secrétaire général de la préfecture de la Haute-Garonne, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement d'Occitanie et la directrice départementale des territoires de la Haute-Garonne sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la SETMI.

Fait à Toulouse, le

11 1 AVR. 2024

Pour le préfet
et par délégation :
Le secrétaire général,

Serge JACOB